



LETTRE ÉCONOMIQUE

DE CUBA

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE

DE L'AMBASSADE DE FRANCE À LA HAVANE

N° 2 – Septembre 2023

En bref

Baisse de la valeur des devises face au peso cubain après huit mois de hausse constante

Contre toute attente, le dollar et l'euro ont commencé à perdre de leur valeur sur le marché informel des changes à partir de la fin de l'été. Alors que les deux devises n'avaient cessé de s'apprécier depuis la fin janvier, où le taux était à 1 USD = 160 pesos cubains (CUP) et 1 EUR = 165 CUP, elles avaient particulièrement pris de la valeur au cours de l'été, atteignant à la mi-août le taux record de 1 USD pour 250 CUP, et de 1 EUR pour 255 CUP. Ce sont surtout les micros, petites et moyennes entreprises (MIPYMES) qui achetaient ces devises, faisant grimper fortement leur prix sur le marché informel. Ainsi, la principale raison expliquant aujourd'hui cette baisse de la valeur du dollar est une diminution de la demande des MIPYMES, en grande partie due au manque de liquidité sur l'île.

Selon l'Office national des statistiques à Cuba (ONEI), les ventes de biens et services des MIPYMES à Cuba effectuées au cours du premier semestre de 2023 ont été multipliées par trois par rapport à la même période de 2022. Toutefois, le volume total des ventes réalisées par ces entités non étatiques, autorisées à se développer à Cuba depuis deux ans, ne représente que 4% des ventes totales (soit 5,5 M CUP), encore dominées par les structures étatiques (127,1 M CUP). 50% des ventes réalisées par les MIPYMES concernent la gastronomie (restaurants, bars), 45% pour le commerce au détail, et 5% pour les services (transports, communications). Les marchés des MIPYMES, mieux approvisionnés que les marchés publics, proposent des produits souvent beaucoup plus onéreux. Cependant, le rapport de l'ONEI ne précise pas dans quelle mesure cette augmentation des revenus issus des ventes de biens et services est due à l'inflation à Cuba, qui impacte les prix de tous les produits, en particulier des denrées alimentaires.

LA DONNÉE À RETENIR

250

CUP = 1 USD sur le marché
informel au 15 août 2023

Relations extérieures

Sommet UE-CELAC : une déclaration en faveur de la levée de l'embargo

Les 17 et 18 juillet s'est tenu à Bruxelles le troisième sommet entre l'Union européenne et la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (CELAC). Les dirigeants des 60 pays concernés, réunis huit ans après leur dernière rencontre, se sont engagés à renouveler leur



De gauche à droite : Pedro Sánchez, Chef du gouvernement espagnol, Charles Michel, Président du Conseil européen, Miguel Díaz-Canel, Président de Cuba, Ursula von der Leyen, Présidente de la Commission européenne. Source : Cuba News Agency.

partenariat, fondé sur des valeurs et intérêts communs, ainsi que sur des liens économiques, sociaux et culturels forts. Des thématiques diverses ont été abordées lors de ce sommet et sont amenées à structurer le renforcement du partenariat UE-CELAC, dans un contexte géopolitique instable : le renforcement de la coopération au sein des enceintes multilatérales, la paix et la sécurité mondiales, le commerce et l'investissement, les efforts visant à lutter contre le changement climatique, la justice et la sécurité pour les citoyens.

Malgré les divergences entre les pays sur les dossiers évoqués, notamment la question de la guerre en Ukraine ou celle des droits humains, les blocs européen et latino-américain ont abouti à une déclaration commune, approuvée par tous les pays à l'exception du Nicaragua. Les dirigeants y ont rappelé leur opposition aux lois et règlements ayant un effet extraterritorial et à l'utilisation de sanctions dans le règlement des conflits, compte tenu de l'embargo imposé à Cuba. La déclaration prend position pour la levée des sanctions contre Cuba et souligne que de maintenir le pays sur la liste des Etats soutenant le terrorisme créé des obstacles aux transactions financières internationales avec l'île.

Du pétrole mexicain pour Cuba

Un pétrolier transportant près de 100 000 barils de carburant est arrivé à Cuba le 25 août afin d'approvisionner la raffinerie Níco López. Le navire battant pavillon libérien est arrivé en provenance du port mexicain de Pajaritos, dans la région de Veracruz.

Bien que les deux gouvernements n'aient pas reconnu de manière officielle ces envois, le Mexique aurait envoyé près de 2 M de barils durant les quatre derniers mois. Selon Reuters, les envois atteindraient 13 000 barils/jour de brut léger Olmecca, ce qui positionnerait le Mexique comme le deuxième fournisseur de pétrole brut à Cuba, derrière le Venezuela.



Pétrolier en direction de la raffinerie Níco López. Source : 14ymedio.

Face au ciblage par le trésor américain des entités et navires participant au transport de pétrole vers Cuba, l'île utilise désormais une partie de sa propre flotte pour assurer les livraisons.

Les chiffres du commerce extérieur de Cuba en 2022

L'ONEI a publié au courant de l'été les données officielles du commerce extérieur cubain pour l'année 2022. Ainsi, le commerce extérieur de Cuba a enregistré une augmentation de 15% par rapport à 2021, atteignant 12 Mds USD. Bien que les échanges commerciaux de l'île avec le reste du monde restent inférieurs aux niveaux enregistrés pendant les années qui ont précédé la pandémie de COVID-19, cet accroissement des échanges, expliqué par une hausse combinée des exportations (2,2 Mds USD, +10%) et des importations (9,8 Mds USD, +17%), vient confirmer la reprise des échanges amorcée en 2021. Les importations ayant augmenté plus que les exportations, le déficit commercial cubain s'est quant à lui creusé par rapport à 2021 (+18,5%), pour atteindre les -7,6 Mds USD.

La hausse des importations de marchandises, qui représentent 82% des échanges commerciaux, a été encouragée par une forte augmentation du principal poste : +28% pour les combustibles (3,3 Mds USD), notamment en provenance du Venezuela afin de répondre à la demande interne. En 2022, la structure des importations cubaines est similaire à celle observée en 2021 : les trois principaux postes – carburants, produits alimentaires et animaux vivants (2 Mds USD), machines et équipements de transport (1,5 Md USD) – représentent environ 70% du total des importations.

Les exportations de marchandises ont, quant à elles, été tirées vers le haut par l'augmentation des exportations de produits miniers, notamment nickel et cobalt (+21%), qui se maintiennent comme premier poste d'exportation (1 Md USD, soit 48% des exportations totales). De la même manière, les ventes de boissons et tabac, deuxième poste d'exportation, ont enregistré une hausse de 62%, atteignant leur niveau le plus haut depuis plusieurs années (495 M USD, 23% des exportations totales). A l'inverse, les exportations de produits alimentaires et de produits pharmaceutiques ont atteint leur plus bas niveau depuis 2018. Entre autres, la baisse de

production de la canne à sucre, couplée aux dégâts provoqués par l'ouragan Ian en septembre 2022 et à la déliquescence progressive de l'appareil productif cubain, a entraîné une baisse des ventes de sucre cubain et de ses produits dérivés, pourtant emblématiques de l'île.

Ainsi, l'année 2022 confirme une tendance qui s'accroît ces dernières années : la hausse des importations de produits alimentaires, combinée à une baisse constante des exportations de ces mêmes produits, témoigne d'une dépendance chaque fois plus importante de l'île vis-à-vis de ses fournisseurs afin de répondre aux besoins alimentaires de sa population.

Avec une progression record de 52% des échanges de biens entre 2021 et 2022 (2,05 Mds USD en 2022, contre 1,35 Mds USD en 2021), le Venezuela se place en tête des partenaires commerciaux de Cuba. Les exportations vénézuéliennes de biens vers Cuba ont augmenté de 62%, stimulées par les livraisons de pétrole vers l'île, cette dernière faisant face, depuis le second semestre de 2022, à une crise énergétique sans précédent. Malgré une augmentation de ses échanges de marchandises avec Cuba, la Chine se place en 2022 en deuxième position (1,56 Mds USD, +12%), suivie par l'Espagne (1,36 Mds USD, +35%), le Canada (945 M USD, +14%) et la Russie (846 M USD, +34%).

Concernant les partenaires européens, derrière l'Espagne, les Pays-Bas se maintiennent en deuxième position (612 M USD, +17%), suivis par l'Italie (311 M USD, -32%). Cuba a enregistré une hausse de ses échanges commerciaux avec l'Allemagne pour la première fois depuis 2018 (300 M USD, +28% par rapport à 2021), qui redevient son quatrième partenaire commercial européen (la France avait devancé l'Allemagne en 2021). Avec une baisse de 33% des échanges bilatéraux, imputable à une réduction de 39% des importations cubaines, la France se place en cinquième position à l'échelle européenne (183 M USD).

Relations France-Cuba

Echanges commerciaux bilatéraux : augmentation remarquable des exportations françaises vers l'île au cours du premier semestre 2023

Selon la direction générale des douanes et droits indirects, les exportations françaises vers Cuba ont augmenté de 68% au premier semestre 2023 en comparaison avec la même période de 2022, atteignant 57,7 M EUR. Elles ont été stimulées par les ventes de produits du raffinage du pétrole, pour un montant de 23,8 M EUR, suivies des ventes de céréales, en particulier le blé, à hauteur de 23,2 M EUR (+56% par rapport à 2022). Ces deux postes représentent à eux seuls 81% des exportations françaises vers l'île entre janvier et juin 2023. Troisième poste d'exportation vers l'île, les machines pour l'extraction et la construction ont, quant à elles, rapporté 1,7 M EUR à la France.

Les importations ont également augmenté par rapport à la même période de l'année passée, mais dans une bien moindre mesure (+3,7%), atteignant un montant de 9,6 M EUR. Alors que les achats de rhum avaient fortement diminué en 2022, les boissons alcoolisées représentent désormais le premier poste d'importation et plus de la moitié du total de nos importations (ventes multipliées par 2,5 entre janvier-juin 2022 et janvier-juin 2023). Suivent, pour une valeur de 2,1 M EUR, les achats de matières premières secondaires (correspondant aux importations de déchets), puis ceux de produits d'origine animale (2,3 M EUR).

Exportations vers Cuba

- 1/ Produits du raffinage du pétrole
- 2/ Céréales, légumineuses et oléagineux
- 3/ Machines pour l'extraction ou la construction

Importations depuis Cuba

- 1/ Boissons alcoolisées distillées
- 2/ Récupération de matériaux triés
- 3/ Animaux d'élevage et produits d'origine animale

Top 3 des exportations et importations de la France avec Cuba entre janvier et juin 2023

Visite à Cuba du groupe d'amitié France-Cuba de l'Assemblée nationale

Du 7 au 12 septembre, une délégation de quatre députés et un administrateur de l'Assemblée nationale était en visite à Cuba pour rencontrer les autorités cubaines et les différents acteurs animant la coopération franco-cubaine.

Sur le plan économique, la délégation s'est entretenue avec les Conseillers du commerce extérieur français afin de faire le point sur leur perception de la situation du pays, avant de se rendre au port de Mariel, le plus important port à conteneur de Cuba, situé à 40 km de La Havane. D'une superficie de 465,4 km², la « Zone de développement spécial » de Mariel traduit une volonté du pays de s'ouvrir progressivement aux investissements

étrangers et de mieux saisir les opportunités économiques qu'offre la localisation stratégique de ce port, au cœur des Caraïbes.



Source : ZEDM.

Zoom sectoriel

Réformes dans le secteur bancaire et financier: la crise de liquidité à Cuba concerne désormais la monnaie nationale

Depuis quelques mois, la population cubaine peine à se procurer de l'argent en espèce. La spirale inflationniste sans précédent, combinée à l'impact d'un marché de change qui passe majoritairement par des canaux non bancaires, sont autant de facteurs à l'origine de la pénurie de liquidités. Par ailleurs, près de 100 municipalités, sur 168 au total, manquent de distributeurs de billets. En outre, leurs pannes fréquentes et, plus récemment, l'indisponibilité d'argent pour leur réapprovisionnement laissent une grande partie des appareils hors service. Dans ce contexte, la Banque centrale de Cuba a annoncé des nouvelles mesures pour limiter autant que possible l'utilisation des billets et encourager les paiements électroniques.

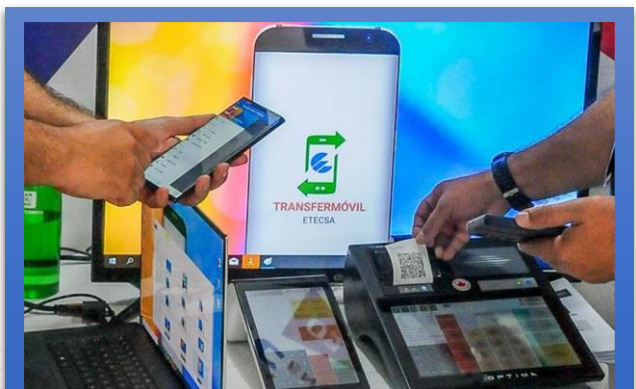
Des nouvelles mesures pour limiter les transactions en espèces...

La Banque centrale de Cuba a annoncé, le 3 août, des mesures pour limiter les paiements en espèces et accélérer la dématérialisation des transactions. La nouvelle norme fixe une limite de 5 000 pesos cubains (environ 22 dollars au taux non officiel) pour les paiements en liquide pour les entreprises, agriculteurs et travailleurs indépendants. Tout paiement d'un montant supérieur devra être effectué par un autre moyen, en privilégiant les transactions électroniques. Parallèlement, les sommes provenant de transactions en liquide devront être déposées sur un compte bancaire. Le retrait d'espèces dans les distributeurs automatiques sera par ailleurs réservé aux personnes physiques touchant un salaire, une pension de retraite ou disposant d'une épargne personnelle. Cette annonce intervient alors que le dollar et l'euro viennent d'enregistrer un nouveau record face au peso cubain (CUP). En effet, le marché parallèle du change a connu, à nouveau, une courbe ascendante et l'euro a ainsi atteint les 255 CUP à la mi-août, avant de commencer à diminuer pour la première fois depuis janvier 2023. Le dollar américain, autre devise très prisée à Cuba, a connu lui aussi une hausse de sa valeur (jusqu'à

250 CUP). Il convient toutefois de souligner que les prix de devises étrangères auraient « artificiellement » diminué à cause de la pénurie de liquidités en pesos cubains. Dans un contexte de dollarisation partielle de l'économie, l'accès aux devises, en espèces, devient alors essentiel pour la vie quotidienne à Cuba, cette tendance à la baisse reste donc à confirmer.

... et faire avancer la politique de bancarisation des flux financiers...

Depuis 2018, le gouvernement a mis en place une politique de numérisation des transactions financières, qui s'est traduite par une augmentation de l'ouverture de comptes bancaires, de l'émission de cartes bancaires et du paiement par carte de biens et de services. L'accroissement des transactions électroniques a été favorisé par l'émergence de plateformes locales électroniques de paiement, telles qu'*Enzona* et *Transfermóvil*. Suite à la mise en place de la réforme monétaire, au 1^{er} janvier 2021, et dans un contexte de confinement en raison de la crise sanitaire, le commerce électronique, y compris les opérations de banque à distance, a été multiplié par quatre. Ainsi, en 2022, 200 M d'opérations, soit 64 % des montants, se sont effectuées de manière électronique (contre 49 M en 2020). Le chiffre pour cette année atteint déjà 130 millions d'opérations.

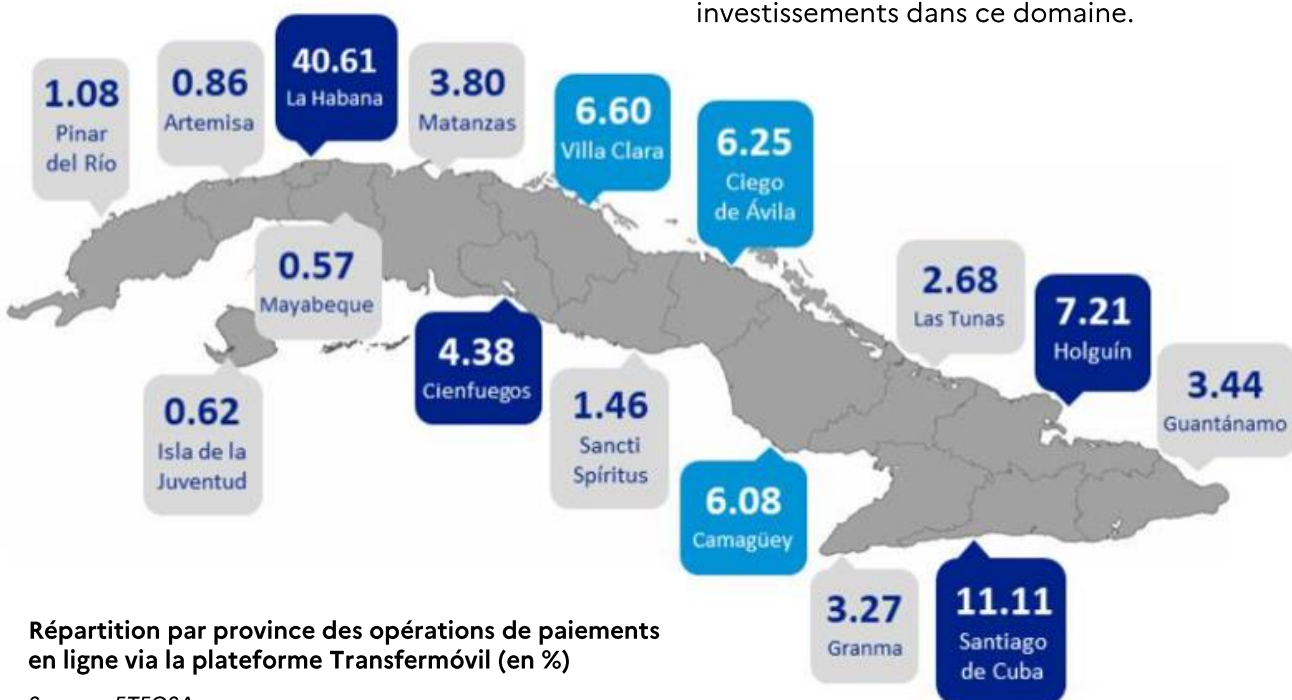


En huit ans d'existence, *Transfermóvil* s'est imposé comme la principale plateforme de paiement et de commerce électronique à Cuba. Photo : José Manuel Correa.

Cependant, bien que les transactions électroniques soient de plus en plus fréquentes, les chiffres ne prennent pas en compte le marché parallèle. Malgré les avantages de l'alternative proposée par l'Etat (simplicité, légalité), une grande partie des transactions passe encore par les canaux informels et se fait en espèces. Pour y remédier, une campagne de sensibilisation sur la promotion de la bancarisation est actuellement en cours dans le pays. L'objectif est de convaincre la population de se tourner de plus en plus vers le système bancaire. Dans ce sens des mesures ont été proposées portant essentiellement sur l'ouverture des cartes bancaires de débit, la bonification de 3 à 6% sur tous les paiements électroniques, l'obligation du paiement des salaires des employés d'Etat en monnaie électronique ou l'application de réductions sur les paiements de dépenses courantes des ménages (électricité, eau, gaz, téléphonie).

...malgré les défis qui subsistent.

En dépit de l'intention déclarée du gouvernement cubain, ces réponses restent essentiellement tournées vers des populations bancarisées. L'impact de ces mesures se limite donc à une certaine partie de la population, alors que des mesures plus larges pourraient être prises. Toutefois, le développement de la technologie et de la digitalisation reste un enjeu majeur dans un pays où les investissements dans les infrastructures et les systèmes de paiement de masse n'ont pas encore été réalisés. Par ailleurs, la quasi inexistence des crédits à la consommation, le faible pouvoir d'achat de la population et le manque de confiance dans le système bancaire constituent des freins au développement de la bancarisation. L'Etat cubain devra poursuivre les réformes du secteur financier afin de renforcer les compétences et aligner les pratiques sur les standards internationaux, tout en augmentant les investissements dans ce domaine.



Répartition par province des opérations de paiements en ligne via la plateforme Transfermóvil (en %)

Source : ETECSA.

L'actualité en bref

Bilan du premier semestre 2023 : des exportations insuffisantes et une baisse de la production nationale

Dans le cadre de la dernière session de l'Assemblée Nationale du Pouvoir Populaire (ANPP), qui s'est tenue du 20 au 22 juillet, le vice-Premier ministre et ministre de l'Economie et de la Planification, Alejandro Gil Fernández, a reconnu que l'objectif d'une croissance de 4% pour l'année 2022 n'a pas été atteint, le PIB cubain ayant enregistré une hausse de 1,8% seulement. Alors que le secteur tertiaire, et notamment le tourisme, les transports, les communications et les secteurs de l'éducation, de la culture et des sports, ont enregistré une croissance rapide, les secteurs primaire (agriculture et sylviculture) et secondaire (industrie manufacturière) ont quant à eux enregistré une baisse de croissance. Par ailleurs, Alejandro Gil a indiqué qu'au cours du premier semestre, seuls 35,7% du plan d'exportations annuel ont été atteints (1,282 milliard USD captés entre le 1^{er} janvier et le 30 juin 2023).

Face au constat d'une baisse des activités productives sur l'île, le ministre a annoncé que, pour le second semestre de 2023, l'effort principal de la stratégie de redressement économique et social du gouvernement se concentrera sur l'adoption de mesures d'incitation pour, entre autres: stimuler les exportations, augmenter les recettes en devises, faciliter l'importation de matières premières et d'intrants pour la production nationale, structurer les relations entre secteur étatique et secteur non étatique de l'économie.

Découverte d'un important potentiel d'exploitation pétrolière

La compagnie australienne Melbana Energy et la société cubaine Union Cuba Petróleo (CUPET) ont confirmé des résultats positifs sur un important gisement de brut dans les eaux territoriales de Cuba. Le forage des puits, situés dans la zone d'exploration de Motembo sur la côte Nord de l'île, a débuté suite à la signature d'un contrat en 2014 accordant à Melbana une période d'exclusivité de 8 ans et demi.

Après avoir exploré de manière satisfaisante le puit Alameda-1, la compagnie australienne a commencé le forage de la zone Alameda-2, dont les travaux se sont achevés en juillet 2023, avec une production potentielle de 1 100 barils par jour. En outre, le pétrole récupéré est plus léger et a une plus faible teneur en soufre par rapport aux gisements habituels dans la région de Matanzas. D'après les experts locaux, ces résultats seraient les plus positifs obtenus par les investisseurs étrangers opérant à Cuba ces dernières années.



Zone de forage Alameda 1. Source: Melbana.

Cuba menacée par une nouvelle demande pour défaut de paiement

Alors que le pays s'enfonce encore un peu plus dans la crise économique, l'usine de construction automobile russe « Ural » a entamé une demande contre deux sociétés cubaines et la corporation d'état Vnesheconombank (VEB.RF) pour un total de 23,4 M EUR.

L'accord initial, signé en 2018, prévoyait l'envoi de pièces et de composants pour l'assemblage à Cuba de voitures de la marque GAZ et de camions du type Ural NEXT 4320, mais Cuba n'a pas honoré les paiements sur cette dette. Les discussions n'ont jamais abouti, poussant les sociétés à entamer des procédures judiciaires contre l'île. Le procès, qui devrait débiter en septembre à Moscou, implique l'entreprise importatrice et exportatrice de produits techniques (Tecnoimport), la Banque internationale de commerce S.A (BICSA) et la société russe VEB.RF.

Quoi de neuf ?

Déplacement du co-président du Club de Paris à La Havane

Le service économique a contribué à l'organisation de la venue à Cuba d'une délégation du Club de Paris, un groupe informel de 14 Etats créanciers; son rôle: trouver des solutions coordonnées et durables aux difficultés de paiement de pays endettés.

Les 30 et 31 août, William Roos, chef du service des affaires multilatérales et du développement à la Direction Générale du Trésor (DGT) et co-président du Club de Paris, et Fabien Bertho, adjoint au chef du bureau Endettement international de la DGT et secrétaire du Club de Paris, se sont rendus à La Havane. C'est un programme intense qui les attendait: réunion avec une délégation d'autorités cubaines de haut-niveau, rencontre avec la délégation de l'Union européenne, entretien avec des représentants de pays concernés par la dette souveraine cubaine et avec les communautés d'affaires française et espagnole, visite de deux projets de développement.

Ces projets sont financés par le Fonds de contre-valeur franco-cubain (FCV), fonds de conversion d'une partie de la dette souveraine cubaine et, par des prêts de l'Agence française de développement (AFD), seul bailleur européen présent à Cuba. Les deux projets visités sont portés, respectivement, par l'Institut Finlay de Vacunas (IFV) et par l'Union ferroviaire de Cuba (UFC) avec l'appui de la société française SERFER pour ce dernier.

L'IFV a été créé en 1991 dans le but de rassembler des scientifiques cubains pour la recherche et le développement d'un vaccin contre la méningite de type B qui sévissait à Cuba. Aujourd'hui, fort de sa fusion avec le Centre de chimie biomoléculaire et de son intégration au groupe BioCubaFarma, qui réunit des industries

biotechnologiques et pharmaceutique de Cuba, l'Institut a pour ambition de moderniser ses laboratoires de production de vaccins, d'augmenter l'échelle de production de vaccins combinés et de créer de nouvelles capacités de production de vaccins. Ces objectifs devront permettre d'asseoir l'autonomie du système de santé cubain, d'augmenter la vente et les exportations mondiales de vaccins.

Le deuxième projet visité se situe à Luyano, un quartier de la capitale. L'UFC souhaite moderniser les ateliers de locomotives ferroviaires et de voitures de passagers sur deux sites, à Luyano (La Habana) et à San Luis (Santiago de Cuba). Le secteur ferroviaire a un besoin très important d'investissements avec des enjeux forts de développement commercial et touristique. L'objectif principal du projet est d'augmenter la disponibilité des trains et d'améliorer la maintenance du matériel.



W. Roos en visite à l'Institut Finlay de Vacunas. Source: SE de La Havane.



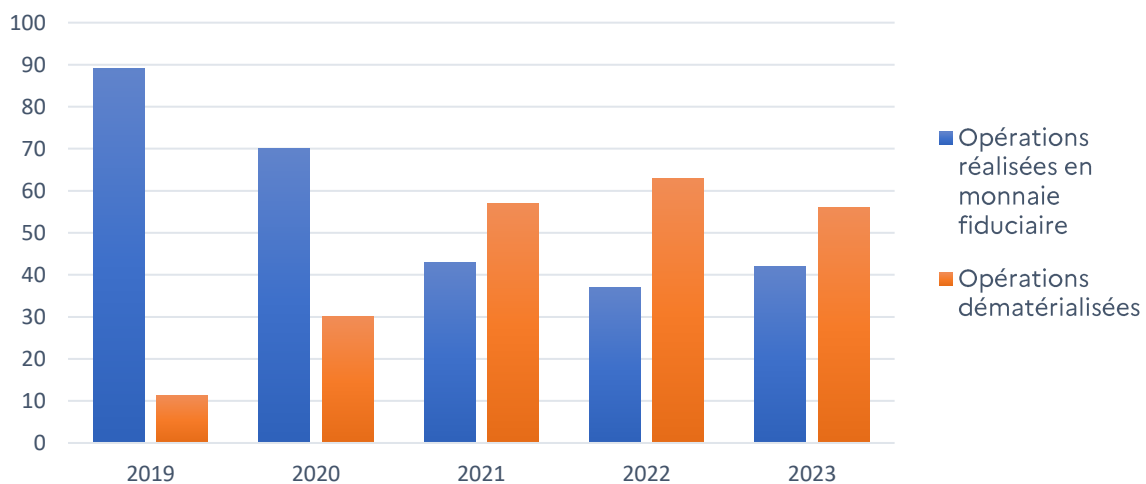
Visite de l'atelier ferroviaire de Luyano. Source: SE de La Havane.

Ces visites ont permis aux missionnaires de se rendre compte de l'avancée des activités découlant de la signature de l'accord intergouvernemental de 2016. Ils sont repartis satisfaits du panorama dressé par leurs interlocuteurs. Les négociations se poursuivent pour parvenir à un accord sur le règlement des échéances de la dette souveraine aux créanciers.

Focus statistique

Cuba sur la voie de la bancarisation : l'augmentation des paiements dématérialisés

Matrice des paiements à Cuba (en % du total des opérations de paiement)



Graphique réalisé par le service économique. Source : Cubadebate.

La proportion des paiements dématérialisés a été multipliée par six depuis 2019, passant de 11 à 58% du total des opérations réalisées à Cuba. Conséquence des efforts du gouvernement pour stimuler la transformation digitale de l'île, du développement des télécommunications et des plateformes en ligne, couplés à la récente crise des liquidités, la généralisation de ce type d'opérations implique un profond changement des habitudes, notamment dans le secteur des services.

En août 2023, la plateforme de paiement en ligne Transfermóvil recensait 4,3 M de clients actifs, pour 75 M d'opérations réalisées, soit 29

opérations par minute. Pendant le premier semestre 2023, 88% des paiements liés aux services de télécommunications se sont réalisés de manière électronique, contre 73% en 2022 et seulement un sur deux en 2021. De la même manière, 40% des paiements concernant les services liés à l'électricité et 60% des paiements liés aux impôts étaient dématérialisés, contre respectivement 31 et 47% en 2021. Même si les paiements électroniques pour les services de distribution d'eau et de gaz restent minoritaires, avec respectivement 8 et 26% du total des paiements, ils représentaient moins de 5% des paiements pour l'eau et moins de 1% pour le gaz en 2021.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international